

## Arrêté N° 702/2020

République Française

### **Objet : Autorisation de voirie Règlementation de la circulation**

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **Madame Marie-Christine AGUILLON**

en date du **09/10/2020** et par laquelle elle sollicite **l'autorisation de faire stationner un véhicule au droit du n°29 Av du 8 Mai 1945** afin de procéder à son **déménagement**

## A R R E T E

- Article 1** **Madame Marie-Christine AGUILLON**  
domiciliée à **VENDARGUES (34740) – 29 Av du 8 Mai 1945**  
est autorisée à **faire stationner un véhicule au droit du n° 29 Av du 8 Mai 1945**  
afin de procéder à son **déménagement**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** La voie publique pourra être occupée à **partir les 6 et 7 novembre 2020 – le véhicule stationnera sur 2 emplacements de parking situé devant l'entrée de la résidence Castel d'Orsay –, qui seront réservés et de ce fait interdits à tout autre véhicule.**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser le camion, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

**transmise pour information à la gendarmerie de Castries**  
**Publiée en Mairie**  
**Notifiée à l'intéressé**

le Maire,

Guy LAURET

